

# La gestion des conflits sur les pompes à main dans les villages du Burkina Faso



Bien des conflits au Burkina Faso tournent autour des pompes à main ou des puits des villages. (Photo : N. MacMillan)

2001-06-29

*par Neale MacMillan*

Les jeunes gens de Silmiougou, village du centre du Burkina Faso, aimeraient bien se trouver des compagnes parmi les femmes des villages voisins. Ils ont toutefois un sérieux handicap qui n'a rien à voir avec leur qualité de futurs maris : leur village ne possède qu'une pompe à main pour 3 000 personnes. C'est pourquoi les femmes des alentours répugnent à l'idée d'épouser un homme de ce village. Elles savent que, jour après jour, elles devront s'astreindre à passer des heures à aller chercher assez d'eau pour subvenir aux besoins de leur famille. Les hommes de Silmiougou finissent donc par prendre femme au village ou par s'expatrier.

À environ 10 kilomètres de là, le village de Goué dispose de quatre pompes à main — bien que deux soient hors d'usage — pour une population de 2 800 personnes. Suivant le ratio recommandé par le gouvernement (une pompe pour 300 personnes), il devrait y avoir neuf pompes à Goué. L'approvisionnement y est quand même beaucoup plus convenable qu'à Silmiougou. Toutefois de nombreux conflits tournent autour de ces pompes à main.

## Une file hostile

« Lorsqu'on arrive à la pompe, les gens se bousculent pour prendre de l'eau », affirme Appoline Nana, secrétaire d'une association féminine du village. « Il n'y a pas assez de pompes. On peut arriver à 5 heures du matin et y être encore à midi sans avoir pu remplir un contenant de 20 litres. On se met à la file, mais d'autres femmes arrivent et sont pressées. Certaines se disputent à cause de cela. »

Ces conflits et d'autres différends au sujet des ressources en eau sont typiques des villages entourant le bassin hydrographique du fleuve Nakanbé (autrefois la Blanche volta) qui traverse du nord au sud le centre du pays, zone où habitent 1,5 million de personnes et qui comprend la capitale, Ouagadougou. Le centre du Burkina Faso souffre déjà d'une faible pluviosité, d'un manque d'argent pour mettre en place un système d'approvisionnement en eau et d'une distribution géographique inégale des installations de distribution de l'eau. Pour faire face à cette situation, le

Centre de recherches pour le développement international (CRDI) finance un projet qui se déroule dans le bassin hydrographique et qui a pour objet d'améliorer la gestion des conflits sur les ressources hydriques locales.

## **Le chef de projet**

Le projet est dirigé par [Nlombi Kibi](#), chercheur canadien originaire de Kinshasa. Kibi, qui se spécialise dans les systèmes de gestion de l'énergie et de l'eau, est détaché auprès de l'Industrielle de l'environnement, une constituante de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Eau) de l'Université du Québec. Il travaille au Centre d'études, de documentation et de recherche en économie sociale (CEDRES) de l'Université de Ouagadougou, qui offre aux chercheurs un encadrement, un soutien technique et administratif de même que l'aide de professionnels de l'animation communautaire.

« Ce projet se distingue par son approche participative qui met à contribution les membres de la collectivité locale dès le départ », souligne Kibi. L'objectif n'est pas d'adopter des solutions strictement techniques pour régler les problèmes d'approvisionnement en eau, mais de mettre en place des mécanismes de gestion qui favorisent une distribution équitable des ressources en eau parmi les différents utilisateurs.

## **Les utilisateurs**

Dès 1999, l'équipe du projet a repéré de petits et moyens utilisateurs d'eau dans 19 villages de trois sous-zones du bassin hydrographique du Nakanbé. Il s'agissait de femmes, de fillettes et d'adolescentes aussi bien que de jardiniers maraîchers, d'éleveurs de bétail, de brasseurs de « dolo » (bière à base de millet), de commerçants, de briquetiers, de meuniers et de constructeurs. À l'échelle locale, les utilisateurs regroupaient le corps préfectoral, les chefs de village, les chefs de clan et les chefs chargés de l'administration des terres. « Ce sont tous des gens qui sont en contact direct avec l'eau », fait remarquer Kibi.

Les chercheurs ont aussi identifié de gros utilisateurs d'eau comme les organismes nationaux des Eaux et services sanitaires, la société nationale d'hydroélectricité et des industries locales. Il y avait également des groupes d'horticulteurs, de gardiens de troupeaux, de pêcheurs ainsi que la ville de Kongoussi, dont l'eau potable provient du lac Bam. Venaient enfin les utilisateurs qui ont du pouvoir ou de l'influence sur les questions de ressources en eau comme le ministère de l'Environnement et de l'Eau, d'importants donateurs, une école inter-étatique de formation sur le génie hydro-économique en milieu rural de même que des représentants des administrations locales et des instances politiques.

## **Identifier les conflits**

Ensuite, les chercheurs locaux et les animateurs communautaires ont fait un sondage auprès des villageois-utilisateurs et ont isolé un échantillon de ménages afin d'identifier les principaux conflits et problèmes liés aux ressources hydriques. Ils ont déterminé trois catégories : conflits sociaux, problèmes techniques et problèmes de santé. Nombre de conflits sociaux tenaient au fait que les gens se bouscuaient pour prendre la tête de la file devant les pompes à main. Ces conflits sont se manifestés lorsque les cruchons en argile ont volé en éclats ou quand des femmes en sont venues aux mains. À d'autres occasions, ils demeuraient invisibles mais n'en étaient pas moins sentis, explique Karidia Sanon, économiste membre de l'équipe de projet. Elle cite le cas de la femme d'un chef de village qui a pris la tête de la file tandis que les autres femmes — non sans ressentiment — n'osaient rien dire.

Des conflits d'ordre ethnique sont souvent apparus. À un village près du lac Bam, les membres d'un groupe ethnique se sont opposés à deux autres groupes ethniques lorsqu'ils se sont présentés à l'abreuvoir avec leur troupeau. Les traditions culturelles sont aussi à l'origine de certains problèmes d'approvisionnement en eau. Par exemple, si certains puits sont considérés comme sacrés, l'eau peut être limitée à des usages tels que la préparation de médecines traditionnelles. Pareilles restrictions signifient que l'eau potable n'est pas disponible pour d'autres utilisations, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur les autres sources.

### **Une surveillance inadéquate**

Les conflits relatifs à la santé et à l'hygiène sont souvent le signe que les comités locaux de gestion de l'eau n'arrivent pas à surveiller convenablement l'entretien et le fonctionnement des sites d'abreuvement. Les résultats sont visibles lorsque le bétail boit à côté d'une pompe à main ou d'un puits parce qu'on n'a pas construit de muret ou d'enclos pour isoler les animaux. Ceux-ci peuvent contaminer les réserves d'eau et transmettre des maladies aux humains.

En septembre 2000, les différents types de conflits ont fait l'objet de discussions lors d'une table ronde de deux jours qui a réuni les intervenants communautaires et des représentants du gouvernement, du secteur privé et du milieu universitaire. Cette rencontre a permis de renforcer le processus participatif, les participants ayant l'occasion d'examiner leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs argumentations. Environ six semaines plus tard, l'équipe de projet et les délégués de 19 villages faisaient rapport à leurs comités des solutions proposées. Chacune des collectivités a été priée de choisir trois solutions à mettre en oeuvre.

### **Des progrès notables**

À cette étape, les chercheurs ont constaté que d'importants progrès avaient déjà été faits sur la question de l'eau. La quête de solutions amorcée par les activités du projet semblait avoir incité les collectivités à agir d'elles-mêmes. Ainsi, dans certains villages, les gens comptaient imposer un tarif pour l'utilisation de l'eau afin d'amasser des fonds pour acheter une pompe à main; construire manuellement des puits, des pompes à eau et d'autres infrastructures; participer aux campagnes de sensibilisation sur l'utilisation de l'eau et les maladies transmises par l'eau; et appuyer les comités de gestion. Qui plus est, les tables rondes sur la nécessité pour le gouvernement d'accélérer la mise en place d'installations d'approvisionnement a sans doute aidé à faire avancer les choses. Dans plusieurs localités, les villageois ont pu se rendre compte de l'avancement d'études géophysiques et qu'on commençait à donner suite à des demandes faites depuis longtemps pour l'installation de puits et de pompes à main.

Les responsables du projet profitent de cette lancée pour mettre en oeuvre au moins une des activités proposées par les intervenants, qu'il s'agisse de réparer des pompes à main et des puits, d'établir des points d'eau pour le bétail afin de décongestionner les abords des pompes à main, de réorganiser ou de former des comités de gestion des postes d'eau.

### **La résolution des conflits**

Kibi estime que certaines disputes — comme celles qui surviennent lorsque les gens n'attendent pas leur tour — peuvent être réglées par la communication participative mettant à contribution les villageois et des représentants du gouvernement ou d'autres milieux qui peuvent aider à résoudre certains problèmes. Selon lui, une meilleure gestion des conflits n'est pas la solution à tous les problèmes; dans certains cas, il faut un plus grand nombre de points d'eau. En parlant d'endroits comme Silmiougou, il déclare : « Les problèmes sont très sérieux. Imaginez un village de 3 000 personnes ne disposant que d'une seule pompe à main ! »

Grâce à l'appui supplémentaire de l'initiative de programme Eau, terre et vie du CRDI et au financement additionnel accordé par le Programme de communication sociale de l'Agence canadienne de développement international, le projet entreprend une deuxième phase où des techniques de communication participative et des villages modèles seront utilisés pour mettre en pratique les connaissances et l'expérience acquises à ce jour afin d'améliorer la gestion de l'eau dans de nombreux villages du Burkina Faso.

*Neale MacMillan est rédacteur au Burkina Faso.*

---

## **Renseignements**

**Nlombi Kibi**, Projet CEDRES — L'Industrielle de l'environnement, Université de Ouagadougou, 03 B.P.7164, Ouagadougou 03, Burkina Faso; tél. : (+226) 311-967; courriel : [nlombi\\_kibi@hotmail.com](mailto:nlombi_kibi@hotmail.com) ou [nlombi.kibi@bf.refer.org](mailto:nlombi.kibi@bf.refer.org)

**Guy Bessette**, Eau, terre et vie, CRDI, BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, poste 2372; courriel : [gbessette@idrc.ca](mailto:gbessette@idrc.ca)